

Non classifié

DCD(2004)5



Organisation de Coopération et de Développement Economiques
Organisation for Economic Co-operation and Development

17-May-2004

Français - Or. Anglais

DIRECTION DE LA COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT

**DCD(2004)5
Non classifié**

Annule & remplace le même document du 17 mai 2004

**PROJET D'ORDRE DU JOUR DE L'ATELIER DE L'OCDE SUR LES APPROCHES
INSTITUTIONNELLES DE LA COHERENCE DES POLITIQUES AU SERVICE DU
DEVELOPPEMENT**

qui se tiendra les 18 et 19 mai 2004 à la Tour Europe, La Défense, Paris

Vous trouverez ci-joint le projet de programme de l'atelier qui se tiendra les 18 et 19 mai 2004 à la Tour Europe, La défense, Paris.

Les documents qui serviront à étayer les échanges de vues de l'atelier seront accessibles sous peu sur le site web que l'OCDE ouvrira pour l'atelier et dont le lien sera communiqué aux participants dès qu'il aura été activé.

Contact : Sean Conlin, DCD/Division Examen et évaluation (PEER), tél. : 33 (0)1 45 24 17 24 ; fax : 33 (0)1 44 30 61 44 ; mél : sean.conlin@oecd.org

JT00164285

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format

Français - Or. Anglais

APPROCHES INSTITUTIONNELLES DE LA COHERENCE DES POLITIQUES AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

L'OCDE et la cohérence des politiques au service du développement

1. L'OCDE porte une attention accrue à la **cohérence des politiques au service du développement** depuis quelques années, notamment dans le cadre des examens par les pairs des programmes d'aide des donateurs réalisés au sein du CAD. Cette question a reçu une priorité nouvelle au Sommet du millénaire et aux conférences de Doha, Monterrey et Johannesburg. Dans leur déclaration intitulée « **Pour un programme d'action commun de l'OCDE au service du développement** » (2002), les ministres des pays de l'OCDE appellent l'Organisation à aider à « *mieux mettre en évidence la dimension développement des politiques des pays Membres, et leurs retombées pour les pays en développement. Il conviendrait d'analyser les arbitrages à opérer et les synergies possibles entre des domaines tels que les échanges, l'investissement, l'agriculture, la santé, l'éducation, l'environnement et la coopération pour le développement afin d'encourager une plus grande cohérence des politiques au service des objectifs de développement convenus à l'échelon international* ».

2. En réponse à cet appel, l'OCDE a lancé un **programme horizontal** sur la cohérence des politiques au service du développement. L'objectif de ce dernier est de faciliter et de soutenir les efforts déployés par les pays de l'OCDE pour promouvoir l'adoption systématique de mesures qui se renforcent mutuellement dans les domaines affectant les pays en développement afin de susciter une synergie entre les actions des divers ministères et instances gouvernementales. Ce programme associe différents secteurs d'activité de l'OCDE, de manière à contribuer à combler les lacunes dans les travaux d'analyse intéressant la cohérence des politiques au service du développement et à aider à se faire une meilleure idée des dispositifs institutionnels de traitement des questions de cohérence existant dans les pays de l'OCDE.

3. La Direction de la coopération pour le développement (DCD) de l'OCDE apporte une contribution à ce programme horizontal par le biais de ses travaux sur le déliement de l'aide, les échanges et le développement, l'environnement mondial, et les retombées pour le développement des TIC, de l'investissement ou des conflits. Elle opère également un suivi des efforts déployés par les pays de l'OCDE à l'appui de la cohérence des politiques au service du développement, en surveillant l'avancement de l'instauration du partenariat mondial pour le développement requis par l'OMD 8 et aussi dans le cadre des examens par les pairs. L'atelier prévu apportera aussi des éléments pour le programme horizontal, puisqu'il s'appuiera sur les enseignements tirés des examens par les pairs pour mettre en lumière les approches institutionnelles propres à favoriser la cohérence des politiques au service du développement dans les pays de l'OCDE.

L'atelier : objectifs, organisation et participants

4. **Objectifs.** Il s'agit de recenser les **mécanismes institutionnels propres à favoriser la cohérence des politiques au service du développement** dans différents pays et contextes sectoriels et d'en promouvoir l'instauration. La formule de l'atelier facilitera un échange de vues sur la cohérence des politiques au service du développement entre des spécialistes de divers secteurs d'activité de l'OCDE, des représentants de pays en développement, des chercheurs et consultants extérieurs et des représentants de groupes d'intérêts de la société civile qui se sont penchés sur la question. Un recueil des études de cas présentées, auquel sera adjoint un résumé des débats, sera publié après l'atelier afin de fournir un instrument de référence aux décideurs.

5. **Organisation.** L'atelier s'ouvrira par des présentations concernant les obstacles au développement auxquels on pourrait plus efficacement remédier en améliorant la cohérence des politiques. Les participants se répartiront ensuite en petits groupes pour examiner les défis particuliers auxquels se heurte une amélioration de la cohérence des politiques. La deuxième séance sera consacrée aux interactions entre les différentes sphères d'intervention des pouvoirs publics et comportera, elle aussi, des présentations suivies d'un examen en petits groupes d'aspects institutionnels spécifiques. Au cours de la dernière séance, l'attention se concentrera sur les changements institutionnels en cours dans les pays de l'OCDE en vue de rehausser la cohérence des politiques au service du développement et l'atelier s'achèvera sur un récapitulatif des principaux points mis en évidence par les divers groupes de réflexion.

6. **Participants.** Afin de promouvoir un dialogue entre des spécialistes de différentes sphères d'intervention des pouvoirs publics, l'atelier rassemblera une centaine de participants, parmi lesquels des hauts fonctionnaires ayant à connaître des questions de cohérence des politiques au sein des ministères des pays de l'OCDE et siégeant en tant que représentants de ces derniers dans les comités sectoriels de l'OCDE, des hauts fonctionnaires de pays en développement ainsi que des représentants d'ONG, de groupe de défense d'intérêts particuliers et du monde universitaire et des consultants ayant eu à traiter de questions de cohérence des politiques. Priorité sera donnée au dialogue afin d'encourager l'échange de données d'expérience et de vues entre les participants.

PROJET D'ORDRE DU JOUR

MARDI 18 MAI 2004

Séance 1 : Défis soulevés par la cohérence des politiques au service du développement

9.30 – 11.00 Enjeux internationaux de la cohérence des politiques au service du développement

Débat introductif

Président : Richard Manning, Comité d'aide au développement

Intervenants :

Kiyo Akasaka, Secrétaire général adjoint, OCDE

Sergio Amaral, Ambassadeur du Brésil

Eveline Herfkens, Campagne de promotion des objectifs du millénaire, Nations unies

Jean-Pierre Landau, Inspecteur Général des Finances, France

11.00 – 11.30

Pause café

11.30 – 13.00 A quels obstacles institutionnels se heurtent les pays de l'OCDE ?

(Groupes de réflexion parallèles dans des salles différentes)

1. *La cohérence des politiques au service du développement est-elle une condition préalable à l'avancement de l'instauration du partenariat mondial pour le développement ?* (**Zia M Qureshi**, Secrétariat de suivi mondial, Banque mondiale ; **Jan Vandemoortele**, PNUD)
2. *Les obstacles politiques à la cohérence des politiques au service du développement sont-ils excessivement importants ?* (**Thierry Béchet**, Cabinet du Président, Commission européenne ; **Ethan Kapstein**, INSEAD et German Marshall Fund)
3. *L'opinion publique des pays de l'OCDE s'intéresse-t-elle aux questions de cohérence des politiques au service du développement ?* (**Ida McDonnell**, Délégation de l'Irlande et **Sayuri Shirai**, Université Keio, Japon)
4. *Comment évaluer les résultats en matière de cohérence des politiques au service du développement ?* (**Margaret Kakande**, Ministère des Finances, Ouganda ; **Robert Picciotto**, Global Policy Project ; **David Roodman**, Center for Global Development)

13.00-14.30

Déjeuner au « Wellness Center »

Séance 2 : Aspects institutionnels en rapport avec certains domaines d'intervention des pouvoirs publics

14.30 – 16.00 **Quels mécanismes institutionnels sont-ils nécessaires pour promouvoir le renforcement de la synergie entre les différentes sphères d'intervention des pouvoirs publics ?**
Débat sur l'attitude à l'égard du développement des responsables des autres sphères d'intervention des pouvoirs publics traitées à l'OCDE
Président : Kiyoo Akasaka, Secrétaire général adjoint, OCDE

Intervenants :

Anne Bordé, Directrice Générale, Direction générale des politiques, ACDI, Canada

Tom Arnold, Président directeur général, CONCERN, Irlande

Faizel Ismail, Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'OMC

Gunvor Kronman, Président du Comité de la politique de développement, Finlande

16.00 – 16.30

Pause café

16.30 – 18.00 **Régler les défis institutionnels qui se posent dans les diverses sphères d'intervention des pouvoirs publics traitées à l'OCDE**
 (Groupes de réflexion parallèles comprenant des spécialistes de différentes sphères d'intervention des pouvoirs publics et des représentants de pays en développement, dans des salles différentes)

1. *L'après-Cancun et l'attention grandissante portée aux questions de développement dans les domaines des échanges et de l'agriculture* (**Matthias Meyer**, Chef de la task force « Commerce/développement », OMC ; **Veli-Pekka Talvela**, Président du Comité des politiques et des marchés agricoles)
2. *Objectifs sociaux et évolutions économiques et technologiques* (**Rolph van der Hoeven**, Responsable du Secrétariat de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, OIT ; **Klemens Van de Sand**, Directeur adjoint, Ministère fédéral des affaires étrangères, Allemagne)
3. *Politiques financières internationales, libéralisation des échanges et de l'investissement, et fiscalité des pays en développement* (**Stephany Griffith-Jones**, Institute of Development Studies, Royaume-Uni ; **Masahiro Kawai**, Université de Tokyo, Japon ; **Christian Valenduc**, Président du Groupe de travail n° 2 du Comité des affaires fiscales, OCDE)

MERCREDI 19 MAI 2004

Séance 3: Améliorer les dispositifs institutionnels en place dans les pays de l'OCDE

9.30 – 11.00 **Cohérence des politiques et responsabilité mutuelle**
Débat sur les efforts déployés par les pays de l'OCDE pour tenir leurs engagements
Président : Michael Roeskau, Directeur de la DCD

Intervenants :

Haidari Amani, Economic and Social Research Foundation et Groupe de suivi indépendant, Tanzanie

Guido Ashoff, German Development Institute

Ruth Jacoby, Directeur général, Département de la coopération pour le développement, Ministère des Affaires étrangères, Suède

Saraswathi Menon, Directeur, Bureau d'évaluation, PNUD

11.00 – 11.30

Pause café

11.30 – 13.00 **Comment améliorer les dispositifs institutionnels à l'appui de la cohérence des politiques au service du développement ?**
(Groupes de réflexion parallèles dans des salles différentes)

1. *Comment partager les enseignements de l'expérience accumulée au niveau des politiques et des institutions ?* (**Lindsay McLean Hilker**, Université du Sussex, Royaume-Uni ; **Marjolaine Nicod**, Direction de la coopération pour le développement, OCDE ; **Alexandra Trzeciak-Duval**, Programme horizontal de l'OCDE sur la cohérence des politiques)
2. *Des mécanismes novateurs de consultation avec les responsables des autres sphères d'intervention des pouvoirs publics ?* (**Niels Breyer**, Chef de la Division du programme d'action à l'horizon 2015, BMZ, Allemagne ; **Jean-Daniel Gardère**, Chef de Mission, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Bruxelles ; **Otto Genee**, Directeur exécutif, Unité de la cohérence des politiques, DGIS, Pays-Bas)
3. *Approches du renforcement des capacités des pays en développement* (**Ebba Dohlman**, Direction de la coopération pour le développement, OCDE ; **Apollinaire Ndurukwigira**, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique ; **Antoine Simonpietri**, PARIS 21, OCDE)
4. *Améliorer les capacités d'analyse et de consultation dans les pays de l'OCDE* (**Alan Matthews**, Trinity College de Dublin, Irlande ; **Mark McGillivray**, WIDER ; **Dianna Melrose**, Directeur, Département du commerce international, DFID, Royaume-Uni)

13.00 – 14.30

Déjeuner

Conclusions Prochaines étapes pour les pays de l'OCDE

14.30 – 16.00

Bilan général*Séance plénière**Président : Richard Manning, Président du CAD*

Derniers commentaires et échanges de vues sur les sujets abordés pendant l'atelier et une question finale :

- *Principaux obstacles à la cohérence des politiques au service du développement*
- *Rapprocher les spécialistes des différentes sphères d'intervention des pouvoirs publics*
- *Améliorer les dispositifs institutionnels à l'appui de la cohérence des politiques au service du développement dans les pays de l'OCDE*
- *Quelles actions doit engager l'OCDE dans le domaine de la cohérence des politiques au service du développement ?*

ANNEXE 1

DOCUMENTS DESTINES A ÉTAYER LES ÉCHANGES DE VUES LORS DE L'ATELIER

Une fois disponibles, les documents de séance sont placés sur le site web de l'OCDE et ils peuvent être consultés à l'adresse suivante :

http://www.oecd.org/findDocument/0,2350,en_2649_18532957_1_119808_1_1_1,00.html

Numéro de document	Auteur	Titre du document
Séance 1		
RD1	Ethan Kapstein	L'économie de la cohérence des politiques
RD2	Robert Picciotto	Evaluation de la cohérence des politiques et des progrès du développement : concepts, problèmes et approches possibles
Séance 2		
RD3	Stephany Griffith-Jones	Approches institutionnelles de l'amélioration de la cohérence des politiques au service du développement : le cas des stratégies des pays de l'OCDE en matière de finance internationale
RD4	Sara Dahlsten	Principaux problèmes de cohérence des politiques dans les domaines de l'agriculture et des migrations
RD5	Christopher Heady	Le rôle de la fiscalité dans le développement durable : une responsabilité commune aux pays développés et en développement
Séance 3		
RD6	Ebba Dohlman	Réseau du CAD sur la réduction de la pauvreté : renforcement des capacités commerciales
RD7	Linda McLean Hilker	Etude comparative des mécanismes institutionnels visant à promouvoir la cohérence des politiques au service du développement – Synthèse d'études de cas : Communauté européenne, Etats-Unis et Japon
RD8	Marjolaine Nicod	Approches institutionnelles visant à promouvoir la cohérence des politiques au service du développement : Conclusions et enseignements tirés des examens de l'aide du CAD
RD9	Jude Fransman and Henri-Bernard Solignac-Lecomte	Mobilising Public Opinion against Global Poverty (en Anglais seulement)